Des élus islamistes marocains du PJD violent nos frontières et s'installent clandestinement en Europe ...

écrit par Marcher sur des oeufs | 8 septembre 2018

Le «hrig» (émigration clandestine) des élus communaux pjdistes inquiète

Le Parti de la justice et du développement ,PJD (arabe : حزب العدالة والتنمية) est un parti politique marocain de droite, d'idéologie islamiste .

Officiellement, il se définit comme un parti politique national dont le but est la contribution à la construction d'un Maroc moderne démocratique dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_de_la_justice_et_du_d%C3%A9veloppement_\(Maroc\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_de_la_justice_et_du_d%C3%A9veloppement_(Maroc))

Les cas de hrig (émigration clandestine) des élus se succèdent et se ressemblent malheureusement.

En l'espace de six mois, trois conseillers communaux du Parti de la justice et de développement originaires tous de la région du Souss-Massa ont «grillé» leur visa Schengen pour s'installer clandestinement en Europe.

Le phénomène de «hrig» des élus du parti de la lampe prend de plus en plus d'ampleur et fait beaucoup de bruit au niveau d'Agadir et des communes avoisinantes, après le choix fait par trois élus de ne pas revenir au Maroc et rester définitivement dans le Vieux Continent via une immigration illégale de luxe sans concurrencer les «harragas» traditionnels qui

s'aventurent dans la mer à bord d'embarcations de fortune.

C'est une conseillère communale d'Aourir située au nord d'Agadir qui a ouvert le bal depuis le mois de mars dernier en choisissant de se désengager de toutes ses responsabilités liées à la gestion de la chose locale au sein de cette commune pour disparaître une fois arrivée dans l'Hexagone après avoir obtenu un visa touristique sans donner aucune explication ni à ses électeurs ni à ses collègues au sein de ce parti.

La jeune conseillère âgée de 26 ans travaillait auparavant au sein d'une agence de microcrédit.

Quelques semaines plus tard, un autre conseiller pjdiste de la commune territoriale d'Aït Melloul présidée par le PJD lui a emboîté le pas et s'est installé illégalement en France.

Le cas le plus récent remonte à la fin du mois d'août dernier lorsqu'un autre élu pjdiste originaire de Taroudant et qui siège au sein du conseil communal de Machraa El Ain, a choisi de rester sur le sol espagnol après l'expiration de son visa de court séjour.

Les trois élus ont observé un silence radio depuis leur disparition. Ils n'ont donné aucun signe de vie ou éclaircissement sur les motifs et les raisons de cette immigration illégale.

Il faut dire que celle-ci a créé un état d'alerte au sein du PJD au niveau de la région pour atténuer les répercussions de ces incidents sur le parti de la lampe et empêcher qu'ils se reproduisent.

Plusieurs observateurs basés à Agadir posent de nombreuses questions sur l'évasion de ces élus démocratiquement choisis par la population pour les représenter et défendre leurs intérêts de base, surtout qu'elle intervient dans un moment où la confiance des Marocains dans la politique recule de plus en plus.

Pour eux ces «hrigs» risquent d'aggraver la situation davantage.

<http://aujourd'hui.ma/actualite/le-hrig-des-elus-communaux-pjdistes-inquiete>